



**UN RENDEZ-VOUS CITOYEN
POUR LA PLANÈTE !**

« Climat, Biodiversité, Désertification...
Quels enjeux pour la planète ?
Décrypter pour mieux agir ensemble... »

Samedi 25 février 2017, 10 h-17 h - Domaine départemental pierresvives - Montpellier – Entrée libre

L'accord de Paris : A quoi il sert ? Comment l'utiliser ? Comment le soutenir ?

« Climat, du global au local :
du retour de la COP22 de Marrakech au Plan Climat Energie Territorial »

Sébastien Treyer, Institut du Développement Durable et des Relations Internationales,
Sciences Po

Sebastien.treyer@iddri.org

IDDRI



Climat: pourquoi tant d'intérêt ?

- Un enjeu majeur pour des secteurs industriels d'intérêt économique déterminant
- Des secteurs économiques bien positionnés pour tirer des bénéfices d'une régulation climatique (énergies renouvelables, p.ex.)
 - Mais des changements profonds de la structure de nos sociétés et de nos économies sont indispensables
 - La seule substitution de technologies ne suffit pas - contrairement au protocole de Montréal sur l'ozone ou la convention sur les pluies acides transfrontalières



L'archétype du « *global public good* »

- Un bien commun mondial unique, une interdépendance mondiale claire
- On négocie le partage entre pays de l'effort de réduction des émissions de gaz à effet de serre
- Un cas d'école pour proposer un mécanisme économique qui assurerait de manière optimale l'efficacité et l'équité dans la répartition des efforts à faire



Ce que Copenhague a fait changer

Fin d'une double illusion

- La force des conventions multilatérales d'environnement est toute relative par rapport aux arbitrages politiques nationaux
- La solution idéale d'un signal « prix du carbone » global est impossible à négocier et très difficile à mettre en place
- Sans un acte politique fort, les incitations économiques à trouver un accord sont insuffisantes : coûts à court terme et bénéfiques à long terme, incertitudes,...

Refonder enfin l'action pour le climat

- Action à toutes les échelles, pour son propre intérêt et pas uniquement pour les autres
- Passer du partage de l'effort au bénéfice de la coopération

Ce qui a changé depuis Copenhague

- La très grande majorité des pays (les plus émetteurs, les plus vulnérables) est en train d'expérimenter la mise en place de politiques climatiques
 - Malgré les responsabilités historiques différentes, la plupart des pays acceptent que la radicalité des changements nécessaires pour chaque pays impose que tous agissent dès maintenant
 - Différenciation certes, mais universalité
 - Une discussion collective sur les transformations des modèles de développement
 - C'est également le sens de la négociation sur les Objectifs de Développement Durable
- De très nombreux acteurs publics, privés, associatifs, innovent et mettent en place des solutions pour l'atténuation et l'adaptation
- Du « pourquoi agir » et des risques de l'inaction...
- ... au « comment agir » et aux bénéfices de la coopération



Paris : un mélange de *realpolitik* et d'ambition

- Un accord universel : tout le monde agit
- Dans un cadre multilatéral, plutôt qu'uniquement par clubs de pays (comme le G2 USA Chine)
- En conscience du fait que les arbitrages politiques sont avant tout faits à l'échelle nationale
- Et intégrant au même niveau d'importance adaptation et atténuation



Paris : quatre piliers pour un nouveau régime

Un accord “universel, ambitieux et contraignant” : 1 pilier parmi 4

1. “NDCs”: contributions déterminées à l’échelle nationale

2. Principes et règles

- **Confiance et évaluation** : Transparence (“MRV”) - crédibilité des NDCs + processus d’apprentissage
- **Accord dynamique** : Objectifs à 2030 ajustables tous les 5 ans – mécanisme à cliquet – Augmenter l’ambition individuelle et collective

3. Identifier les besoins de coopération et les mécanismes et moyens correspondants

1. **Financement** – aide au développement, mobilisation des investisseurs, régulation financière
2. **Recherche, innovation, formation, information**

4. “Agenda des solutions” – plate formes d’innovation, autorités locales, secteurs économiques...

Quelles lignes politiques ont bougé ?

- Efforts et concessions très importants consentis par les pays du Sud
 - Grands émergents, même l'Inde qui est pourtant dans une situation éminemment compliquée
 - Les pays les plus vulnérables
- Les pays du Nord devraient le souligner, le saluer, et y répondre
 - Moyens de financement
 - Être très actifs sur leur propre NDC et montrer le sens de la révision à la hausse des engagements avant 2020
- Une fenêtre d'opportunité politique dans les pays en 2015 pour avancer en faveur de l'action climatique, mais qu'en reste-t-il ?



La dynamique engagée par l'Accord de Paris : un point d'appui pour agir

- Pas un accord contraignant, pas de mécanisme de sanction, mais ...
- Redevabilité : Obligation de prendre des mesures nationales et de rendre des comptes
 - Un levier actionnable par des acteurs nationaux ou locaux
 - « Pression par les pairs » entre pays, mobilisation de la société civile
- Une convergence des aspirations et des visions d'avenir
 - Les co- bénéfiques : action climatique et pour le développement sont convergentes (ex. Afrique du Sud)
 - Un horizon de stabilité : les financiers et investisseurs veulent du prédictible, un « sens de l'histoire » (cf. « stranded assets »)
 - FSB, G20



Les points critiques pour que l'Accord de Paris atteigne ses objectifs

- Au-delà des engagements, le défi de la mise en œuvre
 - Apprendre des échecs précédents (taxes carbone, marché européen du carbone...)
 - S'appuyer sur la légitimité internationale pour faire mieux
 - Réfuter l'argument du passager clandestin grâce à l'Accord
- Ambition insuffisante des NDCs
 - Réussir à pousser l'ambition dans chaque pays
 - Aider les acteurs du changement à faire bouger les lignes d'arbitrage politique dans leur pays
 - Aller vite dans le déploiement des moyens de coopération : financiers, mais pas seulement
 - Une course contre la montre entre urgence d'agir (cf. 1,5°C) et lenteur du changement politique



L'adaptation, pierre de touche et défi pour la mise en œuvre et la coopération

- Un objectif global d'adaptation au même niveau que les 2°C, mais concrètement ?
- Mettre en place un cadre de coopération aussi développé que l'atténuation
 - Politiques nationales, rapportage et indicateurs, processus d'apprentissage, échange d'expérience, redevabilité
 - Moyens internationaux de mise en œuvre – financement, mais aussi action d'urgence, recherche et innovation, information et alerte...
 - Possibilité de soutenir et d'encourager les stratégies de transformation de territoires ou de secteurs qui visent conjointement adaptation et atténuation
 - Exemple de l'agriculture :
Atténuation basée sur l'adaptation, adaptation basée sur les écosystèmes: des projets agroécologiques décapants dans certaines INDCs



Marrakech : quels enjeux ?

- Montrer que l'action est en marche
 - Mise en œuvre des NDCs
 - Agenda des solutions
- Montrer que les moyens de coopération seront à la hauteur
- Négocier la mise en œuvre concrète de l'évaluation et du monitoring
 - Souveraineté vs. Transparence
- Mettre en place les conditions nécessaires à l'accroissement de l'ambition
 - Conditions de la première révision des NDCs
 - Articuler actions à court terme, objectifs à moyen terme et ambition de transformation à long terme



Marrakech : que s'est il passé ?

- Encaisser les désalignements des cycles politiques après un exceptionnel alignement des astres en 2015 : tester la robustesse de l'accord de Paris
 - Quel nouveau leadership ? En tous cas pas l'Europe seule.... !
 - La non participation paradoxale des Etats Unis aux autres conventions (droit de la mer, biodiversité...) et le poids des normes
 - Le retour d'un énorme passager clandestin ? L'action collective reste crédible grâce à tous les autres acteurs locaux et sectoriels
 - Les USA irremplaçables en matière de leadership financier
- Des discussions sur l'agriculture



Le temps de la mise en œuvre : un défi éminemment politique

- Bien sûr, il y a des résistances au changement
 - Des pays rétifs, des systèmes politiques conservateurs
 - Des secteurs d'activités qui n'ont rien à y gagner
 - Et des irréversibilités ou des inerties des systèmes techniques
- Comment compléter le cadre international pour accélérer l'action ?
 - Donner aux acteurs les moyens techniques, économiques, politiques, de faire bouger rapidement les lignes des équilibres politiques nationaux et sectoriels
 - Le club des pays dépendant du charbon ou du secteur minier : quels moyens de la reconversion ? Quels besoins de coordination en matière commerciale ?
 - Mettre en débat politique les trajectoires de transformation à long terme, au service des acteurs qui veulent faire changer



Le temps des solutions : un défi pour l'innovation et pour la critique

- Proposer, innover, mais aussi piloter les transformations qui sont déjà en train de se faire
- Rôle critique et constructif de la science et de la société civile
- Co-bénéfices, vraiment ?
- L'exemple du 4p1000
- L'exemple des « Solutions fondées sur la Nature »





Merci pour votre attention

- www.iddri.org - <http://www.blog-iddri.org/>
- <http://www.iddri.org/Publications/COP21-building-an-unprecedented-and-sustainable-agreement>
- <http://www.iddri.org/Publications/Regular-Review-and-Rounds-of-Collective-Action-and-National-Contributions-the-2015-Climate-Agreement-A-Proposal>
- <http://deepdecarbonization.org/>
- Sébastien Treyer - sebastien.treyer@iddri.org

